

PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

# NANTES, BELLE ET REBELLE

100 PROPOSITIONS POUR UNE VILLE SOLIDAIRE ET POPULAIRE.

EDITORIAL PAGE | 02



En quelques mots ...

#### UN PROJET DE GAUCHE, RASSEMBLEUR, AU SERVICE DES NANTAIS.E.S

Nantes Métropole connaît un dynamisme certain, 45 000 habitants sont venus gonfler les rangs de l'agglomération. Les services publics ont été éprouvés. Les prix de l'immobilier ont bondi. Cette progression se poursuivra. 100 000 habitants pourraient s'installer d'ici 2030. Notre ville affronte l'accélération de la gentrification, accompagnée d'une montée en puissance de multinationales qui imposent leur loi, auxquelles les pouvoirs nationaux refusent de s'attaquer. Et, indissociablement, les métropoles ont une responsabilité de premier plan dans la transition écologique à engager partout dans le monde. Si Nantes demeure une métropole où il fait bon vivre, notre ville est à la croisée des chemins, confrontée à une crise de croissance.

Nous voulons ouvrir une trajectoire nouvelle pour une ville populaire et accueillante. Une "Pop'City" de toutes les transitions : sociale, démocratique, écologique. Pour les six années qui viennent, nous avons l'ambition de définir un nouveau cap pour la ville permettant d'accueillir les futurs nantais, d'améliorer la qualité de vie et de répondre aux besoins immédiats d'aujourd'hui et de demain en terme de transports, de logements, de sécurité, de solidarité, de services publics. Nous voulons la coopération entre grandes villes plutôt que la compétition. Nous voulons faire primer la réponse aux besoins humains et à la préservation de l'environnement plutôt qu'une attractivité favorisant la spéculation et les revenus financiers. Nous voulons assurer pour tous le droit à la ville quels que soient ses revenus.

C'est bien à une révolution que nous appelons : une révolution de nos modes de vie, de production, de consommation, de déplacement.

En aménageant la ville, en déployant des politiques publiques, en défendant et développant tous les services publics, nous pouvons y arriver. Cela implique une autre utilisation de l'argent, une responsabilisation des entreprises et des banques face aux enjeux sociaux et sociétaux A condition de poursuivre les efforts afin de construire dans les actes une ville exemplaire dans la lutte pour la solidarité et le climat. Une ville accueillante, une ville de la culture et de l'éducation populaire, du savoir partagé, une Nantes démocratique qui donne une place à chacun·e. C'est une révolution contre les spéculateurs soutenus par Emmanuel Macron dont notre ville a besoin.

Les réponses capitalistes aux défis de notre temps, fondées sur une exploitation sans limite des êtres humains et des ressources naturelles, et les rapports de domination minent les bases même d'une civilisation humaine. Pour financer les multiples cadeaux fiscaux : suppression de l'ISF, de la taxe sur les dividendes, baisse de l'impôt sur les sociétés, crédit d'impôt recherche, allègement sur les bas salaires, désocialisation des heures supplémentaires, niches fiscales, Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE), exonérations diverses et exemptions de cotisations sociales pour 91 milliards d'euros les collectivités ont été mises au pain sec. Une ponction de 13 milliards d'euros depuis 2013. Quand les actionnaires ont pu se verser près de 60 milliards de dividendes par an. Un record en Europe. A ce jeu-là, seuls les plus riches ont été les grands vainqueurs. Et la France compte 260 000 ménages millionnaires de plus et 300 000 personnes vivant sous le seuil de pauvreté.

Malgré ce contexte budgétaire difficile, avec l'apport des élu.e.s Communistes et Républicain.e.s, la majorité municipale de gauche a conduit des politiques publiques utiles à l'intérêt général, au développement de la ville, à la réponse aux besoins des Nantais.e.s: actions en faveur de l'emploi, construction et rénovation de logements sociaux et étudiants, investissements dans l'éducation, tarification solidaire dans les transports et de l'eau, création de près de 700 places en crèches, réhabilitation du restaurant social et des bains douches, accès facilité aux bibliothèques et création de la maison Fumetti pour la Bande Dessinée, rénovation d'équipements sportifs et plan d'action handisport, mise en place du Conseil citoyen de l'égalité femmes/hommes, création de la maison de la tranquillité publique..., autant de mesures qui ont contribué à l'amélioration du cadre et de la vie quotidienne des Nantais.e.s.

Pour financer ses cadeaux aux plus riches, Emmanuel Macron a inventé une contractualisation État/Ville mettant à l'amende les collectivités locales.

"POURSUIVRE LES EFFORTS AFIN DE CONSTRUIRE DANS LES ACTES UNE VILLE EXEMPLAIRE DANS LA LUTTE POUR LA SOLIDARITÉ ET LE CLIMAT" Une victoire d'"En Marche!" ou des autres forces de droite conduirait à livrer Nantes aux appétits privés et à défigurer notre ville. Et cela fournirait un point d'appui à Emmanuel Macron pour amplifier sa politique destructrice. C'est pour cela que nous souhaitons le rassemblement le plus large à gauche. Loin des appétits de conquêtes partidaires, les élections municipales peuvent être pour le pays une étape dans la reconstruction de la gauche pour installer une alternative de nature à empêcher la reconduction du duo mortifère Macron / Le Pen à chaque échéance électorale. A l'opposition LR / LREM qui rêve de conquête pour s'attaquer aux fonctionnaires et aux services publics nous disons "Nantes n'est pas à vendre!". A celles et ceux qui à gauche veulent s'opposer plutôt que se rassembler, nous disons "Nantes n'est pas à prendre!". Qu'il s'agisse de laisser la ville à la main invisible des marchés ou de prôner la décélération le risque est grand. Il conduira invariablement à chasser les catégories populaires loin de la ville. Nous ne nous y résignons jamais.

La visée que nous proposons, accompagnée d'une série de propositions concrètes, a été élaborée collectivement. Elle a vocation à être mise en débat, à être enrichie, à contribuer à la construction et la mise en œuvre d'un programme de rassemblement populaire. Un rassemblement sur un programme de gauche pour une politique juste et utile à tou·te·s les Nantais·e·s. Ces défis économiques, sociaux et environnementaux, c'est ensemble que nous pourrons les relever. Car aucune majorité municipale n'y parviendra sans la mobilisation citoyenne.

Les élu.e.s communistes n'ont eu de cesse, tout au long de leur mandat, de se mobiliser contre la gentrification qui oblige de nombreux nantai.se.s à quitter Nantes sous la pression spéculative, parce que la vie y est trop chère. Cette bataille de classe, qui était circonscrite au centre-ville gagne désormais une majorité de quartiers. Aussi, les communistes ont été de toutes les luttes pour imposer un autre chemin, celui du droit à la ville par le logement public, le service public et les politiques sociales. Malgré ces efforts, la pression sur les quartiers populaires se fait toujours plus forte et il faut aujourd'hui passer à une nouvelle phase de mobilisation. Nous voulons mettre en place un encadrement des loyers. A Lille, par exemple, l'encadrement des loyers a permis aux locataires de bénéficier d'une baisse du loyer moyenne de 125 euros par mois, soit 1500 euros par an. Nous voulons intensifier l'effort de construction de logement social pour atteindre 30% de logement social à Nantes en 2030 et agir pour que chaque commune de la Métropole s'empare de cet enjeu. Pour stopper la spéculation, nous proposons que la ville fasse usage de son droit de préemption, lorsque la plus-value réalisée est bien audelà de la moyenne du marché.



PAGE | 05 EDITORIAL

La situation des transports et des mobilités est problématique et tend à la saturation. C'est un constat que font nos concitoyens tous les jours, qu'ils prennent leur voiture ou les transports en commun. Cette situation est source de stress, de désagréments, de difficultés pour trouver un emploi. Elle a un impact sur la santé et un coût financier pour les ménages. L'offre de transports, notamment publics, qui au début des années 2000 était considérée comme l'une des plus performante est en raison de la croissance démographique de la ville et du manque de financements très en-deçà des besoins de la population. Notre agglomération, ne pourra faire face à ce défi en restant sur le rythme d'investissement actuel. **Au-delà des développements de lignes annoncées, nous proposons dans l'urgence un choc d'investissements de 300 millions d'euros pour relier à l'Ouest de la ville, la ligne 3 et la ligne 1. Et nous voulons ouvrir le débat à partir des besoins sans écarter aucune hypothèse (Nouvelles lignes de Tram ou Chronobus, métro...). Nous souhaitons également étendre la gratuité aux scolaires.** 

Pour limiter l'impact écologique, outre l'amélioration de l'offre de transport, nous voulons une politique de relocalisation de la production, de circuits courts, réduisant ainsi les coûts environnementaux et garantissant une plus juste rémunération des travailleur.se.s. En créant, par exemple, un label "Fabriqué à Nantes", afin de relancer le secteur productif de notre ville. La sécurité est un droit élémentaire, pour tous, dans tous les quartiers. C'est aussi une responsabilité de l'Etat qui déploie actuellement des moyens insuffisants pour les élucidations et la lutte contre la délinquance. Parallèlement à cela des moyens considérables sont dépensés pour le maintien de l'ordre avec les résultats que l'on connaît : non seulement la méthode est inapte à protéger les biens et les personnes mais elle a aussi conduit à des tragédies et à des centaines de blessés. Nous proposons un nouveau pacte pour la sécurité quotidienne avec un partenariat nouveau avec les services de l'Etat mais aussi des dispositions nouvelles dans les services nantais.

Faces aux tensions, aux discriminations, à l'exclusion nous répondrons toujours par plus de solidarité. Nous proposons d'ouvrir un appel à projet annuel pour des solidarités nouvelles à destination des associations pour porter des projets nouveaux répondant à des besoins émergents. Avec de nouvelles dispositions de démocratie participative comme les budgets participatifs, nous voulons faire la ville avec ses habitant.e.s.

Nantes est une ville réputée pour sa vie culturelle, une ville secrète aussi avec ses parts d'ombres et de lumière, ses blessures et ses grandes réussites. C'est une ville qui accueille un festival de science-fiction, les folles journées, de grands événements littéraires, une ville qui a su inspirer Jules Verne, les surréalistes, Julien Gracq. Une ville qui accueille de nombreux artistes pour vivre et travailler. Nous voulons y favoriser toutes les énergies créatives pour mieux libérer l'imaginaire nantais et permettre à tou.te.s l'accès aux pratiques artistiques et aux propositions culturelles.



**Robin SALECROIX** Secrétaire de section



**Aymeric SEASSAU**Chef de file des communistes

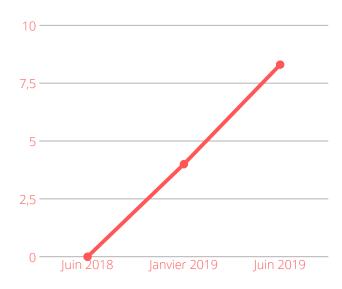
#### **LOGEMENT**

La Ville de Nantes déploie depuis de nombreuses années une politique offensive en matière de logement. Pourtant au 01/01/2017, il manquait 10 297 logements sociaux dans les 17 communes en situation de rattrapage de la Métropole pour atteindre 25 % du parc de résidences principales. Or, 70% des Nantais sont éligibles au logement social. Dans ce cadre, et pour permettre à tous de vivre et travailler à Nantes nous souhaitons franchir une nouvelle étape dans le développement d'offres de logements accessibles sur notre territoire.

- Renforcer l'effort en faveur du logement social pour atteindre 30% de logements sociaux à Nantes à la fin du mandat.
- Accroître l'offre en logements sociaux spécifiques et dédiés (résidence habitat jeune, résidence étudiante) en s'appuyant sur les opérateurs publics et associatifs.
- Près de 75 % des logements relèvent du parc privé. Deux enjeux doivent être relevés. D'abord, nous veillerons à ce que les logements existant servent bien à loger des Nantais.e.s. Un logement sur dix à Nantes est inoccupé (logements vacants, occasionnels et résidences secondaires), un chiffre en progression. Face aux logements vacants (10749), nous préconisons que le droit de réquisition soit transféré aux communes. Ainsi, immeubles vacants de logements comme de bureaux trouveront une utilité sociale.
- Face au boom des résidences secondaires, qui ont bondi de plus 137% en dix ans, nous proposons de surtaxer la taxe d'habitation au plafond en allant jusqu'à 60% de majoration, comme c'est le cas par exemple à Saint-Nazaire.
- Pour les locataires, nous veillerons à ce que les logements soient accessibles aux familles modestes et aux classes moyennes. Pour cela, la ville de Nantes doit s'engager, sans tarder dans l'application de l'encadrement des loyers qui est autorisé depuis le 1er juillet 2019. C'est une bonne nouvelle pour tous ceux qui souffrent de loyers chers, dans une ville où plus de 60 % des habitants sont locataires.

"NOUS VOULONS RENFORCER L'EFFORT EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL POUR ATTEINDRE 30% DE LOGEMENTS SOCIAUX À NANTES À LA FIN DU MANDAT".

- Enfin, parce que la spéculation immobilière bat son plein, nous proposons que sur les terrains maîtrisés par la Ville à l'instar des zones d'aménagement, la part du logement privé soit abaissée, au bénéfice du logement social, du logement intermédiaire, et de logements en dissociation foncier-bâti. Cela contribuera à contenir le prix à l'achat et à la location.
- Dissocier le foncier du bâti pour lutter contre la spéculation immobilière et faciliter l'accession à la propriété en accroissant le nombre de programmes adossés à l'office foncier solidaire départemental. Cet organisme permet de limiter la charge liée au coût du terrain, de diminuer le prix d'achat du logement et de garantir dans la durée le caractère abordable de ces logements en encadrant les conditions de revente.
- Dans le cadre d'une révision de notre Plan local d'urbanisme métropolitain et d'un nouveau pacte avec les promoteurs immobiliers, nous préconisons de mettre en œuvre une remise financière pour les résidents nantais lors de l'acquisition d'un bien immobilier neuf.



Evolution des prix médians sur un an de 8.3 % pour l'achat d'un appartement à Nantes (06-2018/06-2019)
- Source : Notaires de France



"NOUS PROPOSONS QUE SUR LES TERRAINS MAÎTRISÉS PAR LA VILLE, LA PART DU LOGEMENT PRIVÉ SOIT ABAISSÉE, AU BÉNÉFICE DU LOGEMENT SOCIAL, DU LOGEMENT INTERMÉDIAIRE, ET DE LOGEMENTS EN DISSOCIATION FONCIER-BÂTI"



"La métropole nantaise attire les jeunes et en particulier les étudiants. Sur 610 000 habitants, ils sont près de 60000 étudiants inscrits dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de l'agglomération"

- Pour accompagner la jeunesse nantaise dans son parcours résidentiel, nous souhaitons mettre en œuvre une labellisation du logement étudiant privé. Cela permettrait aux familles et aux jeunes eux-mêmes de se repérer sur le marché locatif en fonction de critères objectifs (coût du loyer, qualité de la résidence, services associés, cadre de vie).
- Afin de réduire les charges et l'impact écologique et améliorer le confort des Nantais.e.s, nous proposons de définir un programme ambitieux de rénovation de l'isolation thermique et phonique des logements.



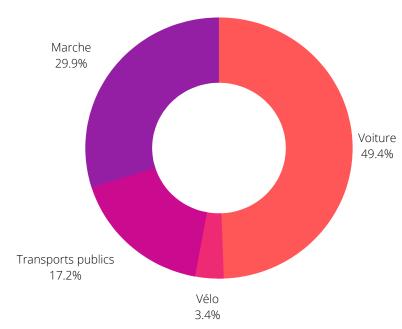
#### **TRANSPORTS**

Nous constatons chaque jour que notre réseau de transport approche la saturation. Aux heures de grandes affluences, celui-ci est particulièrement congestionné.

Dans ce contexte et grâce à une situation financière saine, nous préconisons un choc d'investissement (environ 300 millions d'euros) pour répondre aux défis de demain. A l'heure où la réponse au défi climatique s'avère plus que jamais prégnante, les communistes souhaitent passer une nouvelle étape dans le développement du réseau de transports public métropolitain s'inscrivant pleinement dans les objectifs de Copenhague. La transition écologique que nous voulons doit bénéficier à toutes et tous et quel que soit son quartier.

Le réseau de tramway de Nantes, ainsi que la majorité du réseau bus se composent de lignes « en étoile », c'est-à-dire partant du centre-ville vers le reste l'agglomération ; ce principe est contraignant dans la mesure où l'essentiel des voyageurs sont obligés de converger vers le centre-ville. Nous proposons de changer de paradigme pour permettre de répondre toujours mieux aux besoins.

Répartition modes de transport Nantes Métropole



Source: AURAN 2016

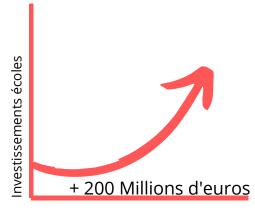


- Dans ce cadre **nous souhaitons accélérer la mise en oeuvre de la connexion de la ligne 1 ligne 2 du tramway (finalisation à l'horizon 2026).** Grâce à cette interconnexion, le voyageur pourra ainsi se déplacer de la ligne 2 à la ligne 1 par le nord, facilitant ainsi les déplacements dans toute cette partie de l'agglomération, notamment les liaisons avec le nord du département et entre les deux principaux campus universitaires (le Tertre et la Lombarderie) et la gare de Nantes.
- Nous soutenons le développement de nouvelles lignes structurantes annoncées en 2019 (tramways et busways), les lignes 6, 7 et 8 et le prolongement de la ligne 4. Nous proposons de lancer une étude de faisabilité pour la création de nouvelles lignes de tramway structurantes interquartier et/ou de métropolitain. Nous souhaitons ainsi étudier plus particulièrement la mise en oeuvre d'une connexion ligne 1 ligne 3 (Tertre Beauséjour par les Dervallières. Nous proposons de développer de nouvelles navettes fluviales.
- Poursuivre et renforcer l'accessibilité du réseau de transport public sur notre territoire (fréquence et offre). Un ticket = même qualité sur tout le réseau.
- Renforcer notre dispositif de tarification solidaire des transports en prenant en compte les populations les plus fragiles. Nous proposons la gratuité des transports publics pour les moins de 18 ans, population particulièrement dépendante des transports en commun.
- Nous proposons la gratuité des transports publics pour tous les jours de pics de pollution.
- Pour promouvoir une transition écologique pour tous, **nous souhaitons développer l'offre de parkings relais en périphérie de la Métropole** facilitant ainsi le report modal vers des transports plus respectueux de l'environnement.
- Nous proposons de réduire l'usage de la voiture individuelle, les jours de pic de pollution.
- Nous souhaitons renforcer les axes cyclables sécurisés sur l'ensemble de la métropole, ainsi que la mise en place de nouvelles stations Bicloo notamment dans les quartiers populaires.
- Nous soutenons la mise en œuvre d'une étude de faisabilité et d'impact de l'implantation d'un métro.
- Nous voulons conforter les activités portuaires sur notre territoire (Roche Maurice, Cheviré 1 et 2, Wilson) en soutenant le développement des activités sur le secteur Roche Maurice et Wilson tout en étant vigilant quant à la préservation des emprises et embranchements ferroviaires.



#### L'ECOLE

- Nous proposons de garantir la gratuité des fournitures scolaires dans l'enseignement public par la distribution d'un kit de rentrée comprenant une trousse pour chaque élève d'école élémentaire.
- Nous proposons de redéfinir la carte scolaire des établissements du premier degré pour favoriser plus de mixité et d'égalité.
- Dans le prolongement de notre schéma directeur des écoles, nous proposons de poursuivre le développement des équipements scolaires pour permettre l'accueil de chaque enfant dans les meilleures conditions et en proximité.
- **Renforcer les effectifs ATSEM** afin de respecter le principe d'un personnel territorial par classe en tenant compte de la hausse démographique.
- Modulation des moyens en fonction de la mixité dans les écoles privées. Même si nous restons opposé.e.s au subventionnement des établissements privés et confessionnels.
- La nouvelle offre périscolaire a nécessité l'embauche et la formation de nouveaux animateurs et animatrices. Des moyens nouveaux devront être débloqués ; nous défendrons la revalorisation du statut des animateurs et des animatrices par une formation de qualité et la possibilité d'une titularisation et d'une carrière dans les services municipaux permettant un engagement plus important et durable des intervenant.e.s.



"Notre majorité de gauche a d'ores et déjà décidé d'investir 200M€ d'ici 2024 dans la création de 6 nouvelles écoles et la réhabilitation de 21 autres"

"NOUS DÉFENDRONS LA REVALORISATION DU STATUT DES ANIMATEURS ET DES ANIMATRICES PAR UNE FORMATION DE QUALITÉ ET LA POSSIBILITÉ D'UNE TITULARISATION ET D'UNE CARRIÈRE DANS LES SERVICES MUNICIPAUX" SECURITE PAGE | 12



## LA SÉCURITÉ, UN DROIT FONDAMENTAL

La sécurité pour tous est un droit fondamental pour tous, dans tous les quartiers. Nous proposons de mettre en oeuvre des réponses rapides et coordonnées pour lutter contre tous les types de délinquance et de criminalité.

Or nous connaissons à Nantes une situation de tension marqué par des tragédies comme la mort de Steve et d'Aboubakar, et des centaines de blessés en manifestation. Le maintien de l'ordre à Nantes mobilise des sommes considérable d'argent public et se montre inopérant à protéger les biens et les personnes. Dans le même temps il manque des moyens pour les élucidations, pour arrêter les trafics de tous ordres et les règlements de comptes qui les accompagnent, pour faire reculer la délinquance dans tous les quartiers.

 Nous exigeons que les Nantais puissent se mobiliser, manifester et faire entendre leurs revendications. Depuis de trop nombreuses années maintenant, nous vivons une crise profonde du maintien de l'ordre. La liste des blessés et mutilés de ces politiques répressives doit cesser de s'allonger. Nous nous engageons à oeuvrer pour que chacune et chacun puisse user des libertés publiques dans notre ville. Nous demandons la mise en oeuvre d'une table rapide ronde Ville/Préfecture/Syndicats afin de mettre en débat les dispositifs de maintien de l'ordre et garantir le droit à manifester sans violences d'aucune sorte à Nantes.

PAGE | 13 SECURITE

 La sécurité publique est d'abord une compétence d'État, dans ce cadre et face à un territoire qui connaît une hausse continue de sa population, nous demandons des renforts pérennes de police nationale sur Nantes et sa Métropole. Nous proposons de renforcer notre partenariat avec l'État en poursuivant notre travail d'analyse des secteurs problématiques en lien avec ses services pour ajuster au mieux les réponses d'ordre public.

- De renforcer l'îlotage de proximité de la police municipale dans tous les quartiers sur des horaires étendus. Outil essentiel de prévention et de dialogue, nous souhaitons renforcer les équipes de médiateurs sur l'ensemble du territoire municipal.
- Nous soutenons la mise en œuvre d'une police métropolitaine des transports (mise à disposition de personnels pour patrouiller dans les équipements emprises de la SEMITAN). Pour autant nous ne sommes pas favorable au transfert des pouvoirs de police du Maire à la Métropole.
- Pour lutter contre les incivilités du quotidien, nous souhaitons assermenter un certain nombre d'agents du service public et des bailleurs sociaux pour leur permettre de verbaliser les usages déviants des équipements et de l'espace public (dégradation parties communes, détritus, encombrants sur l'espace public etc...).





"POUR LUTTER CONTRE LES INCIVILITÉS DU QUOTIDIEN, NOUS SOUHAITONS ASSERMENTER UN CERTAIN NOMBRE D'AGENTS DU SERVICE PUBLIC ET DES BAILLEURS SOCIAUX"



# UNE METROPOLE DES TRANSITIONS

- Nous souhaitons développer une politique de consommation responsable autour du label "Fabriqué à Nantes", avec les artisans, PME et TPE qui s'engagent sur des critères sociaux et environnementaux dans leur fabrication.
- Nous voulons mettre en place un mécanisme de protection et de reconquête des lieux de production en imposant que toutes les surfaces industrielles ou artisanales soient conservées dans tous les nouveaux projets urbains avec l'objectif de réindustrialiser l'agglomération. C'est une nécessité pour l'emploi (le secteur industriel est le seul à générer 3 à 4 emplois indirects pour un emploi industriel) comme pour la transition écologique en structurant les filières industrielles nécessaires à sa mise en œuvre.
- 1er port de la façade Atlantique (4ème port français), le Grand port maritime Nantes-Saint-Nazaire est un outil précieux de structuration économique. Grand port énergétique, notre port a engagé la transition écologique pour laquelle il sera un partenaire incontournable. 500 bateaux remontent chaque année l'estuaire jusqu'à Nantes Métropole. Nous voulons conforter les activités actuelles et les opportunités offertes dans la zone de Cheviré (implantation de nouvelles activités notamment pour la logistique).

• Face au défi climatique nous voulons redonner toute sa place au fret fluvial (barging) et ferroviaire. A cet effet, nous souhaitons poursuivre notre soutien au développement du transport de colis et matériaux divers par voie fluviale et ferroviaire, notamment lors des grands chantiers métropolitains à venir (Nouveau C.H.U, CAP 44...) en travaillant à l'élaboration de cahier des charges contraignants.



- Lutter contre les phénomènes d'uberisation en aidant les travailleurs du secteur à se constituer en coopérative, en leur donnant accès à des locaux à prix raisonnables.
- Nous voulons favoriser transports propres pour la "logistique du dernier kilomètre" et renforcer la politique de soutien aux jeunes artisans.
- Nous souhaitons poursuivre et renforcer notre politique de développement de l'agriculture urbaine au cœur de notre Métropole en favorisant l'installation de nouveaux exploitants par des aides matérielles et financières publiques.



- Nous voulons contribuer à améliorer la santé de chaque Nantais, notamment des tous petits en tendant vers l'objectif de repas 100% bio/locaux et zéro plastique dans les cantines scolaires. Nous voulons favoriser l'emploi des publics éloignés en développant les clauses d'insertion dans nos marchés publics municipaux et métropolitains.
- Pour contribuer à l'amélioration du cadre de vie, nous souhaitons développer les espaces verts dans notre Ville & Métropole, accroître le nombre de parcelles de jardins partagés et familiaux et contribuer à la végétalisation des espaces (toits, places, pieds d'immeuble).



"NOUS VOULONS METTRE EN PLACE UN MÉCANISME DE PROTECTION ET DE RECONQUÊTE DES LIEUX DE PRODUCTION EN IMPOSANT QUE TOUTES LES SURFACES INDUSTRIELLES OU ARTISANALES SOIENT CONSERVÉES"

- Nous souhaitons rendre accessible l'eau de la Métropole nantaise sur les espaces publics fréquentés par la mise en oeuvre d'un "plan fontaine". Nous voulons développer les points d'accès à des fontaines publiques et limiter ainsi l'usage des bouteilles en plastique et lutter contre les formes de précarité extrêmes.
- Aéroport de Nantes-Atlantique. La sécurité et la santé des riverains de Nantes-Atlantique est primordiale. Pour faire face à un développement croissant (7 millions de passagers attendus en 2019 et prévisions officielles sans cesse dépassées), limiter durablement les impacts, le réaménagement de Nantes Atlantique s'impose.
- A terme, l'hypothèse la plus raisonnable sera celle du transfert. C'est un véritable enjeu d'aménagement du territoire, en particulier pour faire face à l'étalement urbain.



63 028 décollages et atterrisages ont été enregistrés ces 12 derniers mois

# SOIT +9,5% DE VOLS QU'EN 2018

48 888 depuis le mois de janvier 2019 (+9,9%).

"NOUS VOULONS DÉVELOPPER LES POINTS D'ACCÈS À DES FONTAINES PUBLIQUES ET LIMITER AINSI L'USAGE DES BOUTEILLES EN PLASTIQUE ET LUTTER CONTRE LES FORMES DE PRÉCARITÉ EXTRÊMES"



### CONSTRUIRE LA VILLE AVEC LES HABITANTS

Afin d'améliorer les moyens aux habitant.e.s d'exercer leur pouvoir démocratique et d'être force de proposition, d'élaboration et de décision, nous proposons :

- La mise en place de budgets participatifs, afin que les citoyens puissent au travers de budgets alloués décider, élaborer et suivre la réalisation de projets d'investissement. Ces budgets pourraient être modulés en fonction des moyens des habitants du quartier.
- D'expérimenter un référendum d'initiative citoyenne (RIC) à l'échelle de la collectivité, mobilisable par 10% des résident.e.s de la ville. Si ce seuil est atteint, le conseil municipal s'engage à inscrire ce sujet à l'ordre du jour de son assemblée.
- Accorder le droit de vote à tou.te.s les résident.e.s nantais.e.s quelle que soit leur nationalité pour tous les scrutins locaux (budgets participatifs, référendum d'initiative citoyenne...).

- Intégration de représentants d'usagers dans les conseils d'administration de toutes les régies publiques et entreprises publiques locales.
- Augmenter le nombre et améliorer la visibilité des panneaux d'affichage pour libre expression dans l'espace public.
- Développer les balades urbaines associant élu.e.s, agent.e.s de la Ville et habitant.e.s pour relever les dysfonctionnements éventuels sur l'espace public et ainsi mieux répondre aux besoins des habitants.



Vous aussi, vous souhaitez donner votre avis et contribuer au projet pour notre ville demain ?

Rejoignez nous sur pcf44.fr







EGALITE PAGE | 19



# L'EGALITE AU COEUR DE NOS POLITIQUES PUBLIQUES

- Face aux divisions, aux tensions, à l'exclusion, nous répondrons toujours par plus de solidarité: nous proposons un appel à projet annuel pour des solidarités nouvelles doté dès la première année de 500 000 euros.
- Nous souhaitons mettre en œuvre un accueil digne et respectueux des réfugiés sur notre territoire. Notre collectivité continuera à se mobiliser. Pour autant l'État, dont c'est la compétence, doit héberger et accompagner dans des conditions dignes les migrants sans laisser reposer cette politique sur les seules collectivités locales. Nous continuerons de réclamer le remboursement par l'Etat des sommes engagées dans le cadre de la mise à l'abri des migrants du square Daviais et toutes les responsabilités qu'il abandonne.
- Nous souhaitons déployer un plan offensif de résorption de la précarité au sein de la Ville et de la Métropole. En coordination avec les organisations représentatives de salariés, nous élaborerons un plan d'actions concrètes pour améliorer les conditions de travail de nos agents.

PAGE | 20 EGALITE

#### SANTE / INTEGRATION

• Parce-que la santé doit être au cœur de nos politiques publiques, nous continuerons de développer des Maisons de Santé et nous proposons d'expérimenter l'implantation d'un centre de santé 100% public dans les territoires fragiles pour garantir à tou.te.s l'accès aux soins.

- Nous continuerons d'être un territoire innovant dans le domaine de la santé en prolongeant l'interdiction de l'usage des produits phytosanitaires et en travaillant à la réduction des perturbateurs endocriniens dans notre environnement.
- Permettre aux femmes de se réapproprier l'espace public, en améliorant l'éclairage, en sécurisant l'environnement, en intégrant systématiquement aux projets d'urbanisme et de transports la question des usages différenciés de l'espace.
- Lancer un plan de lutte contre la précarité menstruelle avec la mise à disposition de protections hygiéniques gratuites dans plusieurs lieux publics et dans les établissements scolaires.
- Les personnes LGBTI+ sont encore trop souvent victimes d'exclusion, de brimades et de violences. La ville assure un soutien aux associations, elle doit renforcer ce soutien. La collectivité doit promouvoir et favoriser l'accès aux même droits à tous les individus quelque soit leur genre et leur orientation sexuelle.
- Les citoyens étrangers qui arrivent, vivent et pour certain travaillent à Nantes, participent à la vie de la cité. Le travail du Conseil nantais pour la citoyenneté des étrangers (CNCE) doit se poursuivre : lutte contre les discriminations, accès aux droits, inclusion dans la vie citoyenne. La ville, en lien avec d'autres collectivités, doit poursuivre la pression sur l'État pour un accueil digne des migrants.
- L'égalité entre Femmes et Hommes est un combat de tous les jours, c'est la raison pour laquelle il doit irriguer l'ensemble des politiques publiques. Durant le précédent mandat de nombreuses actions ont été menées mais il convient d'aller plus loin. Promotion de l'égalité au sein des services de la ville, dans la commande publique, soutien aux associations qui luttent pour l'égalité et contre les violences, campagne de lutte contre les représentations machistes.

- Mettre en place une équipe municipale dédiée au sport santé adaptée aux personnes éloignées de la pratique d'activité physique et atteinte de maladies chroniques, ainsi que les personnes âgées fragiles. Créer une carte blanche accès au sport santé adaptée pour les personnes en situation de précarité.
- Étudier l'opportunité de la création d'une maison du sport santé proche de l'actuelle MSP Nantes Nord.
- Mettre en œuvre une évaluation des impacts sur la santé du réaménagement de l'aéroport de Nantes-Atlantique, sur tout le territoire de la métropole.
- Ouvrir une salle de consommation à moindre risques pour renforcer la réduction des risques et la cohésion sociale à l'échelon local.
- Développer des dispositifs d'accès à l'emploi comme SIBEL (Sortie Inclusive des bidonvilles par l'emploi et le logement), TAPAJ (Travail alternatif payé à la journée).
- Développer des actions de parentalité, de prévention, d'information pour le parcours des 1000 premiers jours de l'enfant.
- Désigner notre territoire « Pas une expulsion locative pour les locataires sans alternative de relogement».
- Ouvrir un lieu de prévention et de soins pour les primo-arrivants sur notre territoire. Ouvrir un accueil de jour des femmes et des familles.
- Le droit à la scolarisation est un droit fondamental. Nous voulons aller à la rencontre des enfants, notamment Roms, qui n'ont pas un pied à l'école par la mise en place de camions école cofinancés par l'éducation nationale, le département et la métropole. Le budget Maîtrise d'œuvre et sociale (MOUS) pour la résorption des bidonvilles doit être triplé pour éviter des expulsions successives Nous souhaitons nous engager à installer un point d'eau potable sur chaque terrain occupé par les familles roms. Nous voulons développer une médiation santé à la hauteur des besoins et actionner les outils de prévention indispensable au bien être des familles des différents camps.

"OUVRIR UNE SALLE DE CONSOMMATION À MOINDRE RISQUES POUR RENFORCER LA RÉDUCTION DES RISQUES ET LA COHÉSION SOCIALE À L'ÉCHELON LOCAL"

#### POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITE

Chaque année, l'attractivité de notre collectivité se confirme avec l'arrivée de milliers d'habitants supplémentaires. Ce qu'attendent les Nantais.e.s, ce sont des services publics de qualité, de proximité, de continuité. Pour remplir ces missions, il faut des fonctionnaires en nombre suffisant, formés et reconnus.

- Pourtant, la réforme de la fonction publique annoncée par le gouvernement s'attaque au statut des fonctionnaires, à ses garanties alors qu'il est un outil d'avenir pour disposer de personnel qualifié, dignement rémunéré, à l'abri des intérêts particuliers, des pressions partisanes, des tentatives de corruption, en capacité de répondre aux besoins de tout le pays, à égalité. Le recours massif aux contractuels, la possibilité de recruter sur la base d'un "contrat de projet", celle de détachement d'office vers le privé, aggraverait les inégalités d'accès aux emplois publics et mettrait à mal les principes de neutralité et d'impartialité des agents. La suppression des compétences des CAP en matière de promotion et de mobilité priverait les personnels de recours contre l'arbitraire.
- A l'inverse, nous proposons pour Nantes et ses fonctionnaires territoriaux une démarche qui vise à respecter le temps de travail établi par négociation avec la collectivité, les conditions du droit de grève qui conditionne la liberté d'action et de manifestation, la mise en oeuvre de conditons de travail favorisant le déploiement des missions de service public, la formation notamment placée sous l'égide du CNFPT.
- Fort de ces éléments, le Conseil municipal de Nantes pourra délibérer, comme l'a fait le Conseil départemental de l'Ariège, en vue de faire respecter les modalités d'exercice, les règles posées correspondant à la réactivité, la présence sur le terrain et l'adaptation aux besoins du Service Public qu'attendent les usagers.







"NOUS PROPOSONS POUR NANTES ET SES FONCTIONNAIRES
TERRITORIAUX UNE DÉMARCHE QUI VISE À RESPECTER LE TEMPS
DE TRAVAIL ÉTABLI PAR NÉGOCIATION, LES CONDITIONS DU DROIT
DE GRÈVE, LA MISE EN OEUVRE DE CONDITONS DE TRAVAIL
FAVORISANT LE DÉPLOIEMENT DES MISSIONS"



#### NANTES, VILLE DE TOUS LES IMAGINAIRES

La place des arts et de la culture à Nantes a toujours été singulière : Verne, Gracq, les surréalistes... Si on ne s'étonne plus de croiser des œuvres d'arts dans l'espace public où le plus grand festival de science-fiction d'Europe, il s'agit bien là de choix politiques. Nous voulons un nouvel élan pour les arts et la culture à Nantes en renforçant l'effort de démocratisation culturelle, permettant aux nantais d'accéder aux pratiques artistiques et aux artistes de vivre et travailler ici.

« Né à Nantes comme tout le monde » disait Aragon à propos du peintre Pierre Roy. Alors, Nantes capitale des imaginaires ? Pourquoi pas ! Nous voulons en tous cas interroger la ville et son imaginaire propre. Si les arts et la culture doivent permettre l'émancipation personnelle, ils questionnent également à Nantes son patrimoine industriel, la place que la Loire a occupée et qu'elle occupera, la vie de chaque quartier et notre rapport au monde.

Nous voulons libérer les énergies créatrices pour engager un nouvel élan pour les arts et la culture à Nantes.

- Évaluer, soutenir et développer les dispositifs permettant l'accès de tous à l'offre culturelle nantaise comme carte blanche.
- Proposer à l'échelle de la Métropole un cadre de coopérations culturelles permettant à des communes qui le souhaitent de s'engager ensemble sur des objectifs précis (événementiel, groupement d'achats, tarification...).
- L'art et la culture dépendent des artistes. Nantes s'engage pour leurs droits et leurs statuts et proposera dans le mandat une offre d'accueil nouvelle pour des ateliers d'artistes et des lieux de création.
- Favoriser les résidences et l'installation d'artistes dans tous les quartiers de Nantes et permettre aux habitants les pratiques artistiques de leurs choix.
- Réévaluer, renforcer les efforts afin que les grands événements culturels proposent des initiatives
   "hors les murs" et favoriser la participation des publics de tous les quartiers aux propositions culturelles.
- Soutenir les grandes institutions culturelles nantaises (Lieu Unique, Bibliothèque Municipale, Cité des Congrès, Stéréolux, Angers Nantes Opéra...).
- Permettre aux usagers la gratuité d'accès aux propositions culturelles et aux prêts de documents dans tout le réseau de la Bibliothèque Municipale de Nantes.
- Lancer une étude sur le réseau de lecture publique et son implantation dans la ville pour évaluer la nécessité d'implanter de nouveaux équipements et sur l'avenir de l'espace Jacques Demy.
- Transformer la Maison du Change pour en faire un nouveau lieu culturel en centre-ville permettant de renforcer l'activité de la maison de la poésie et d'accueillir des petites formes littéraires.

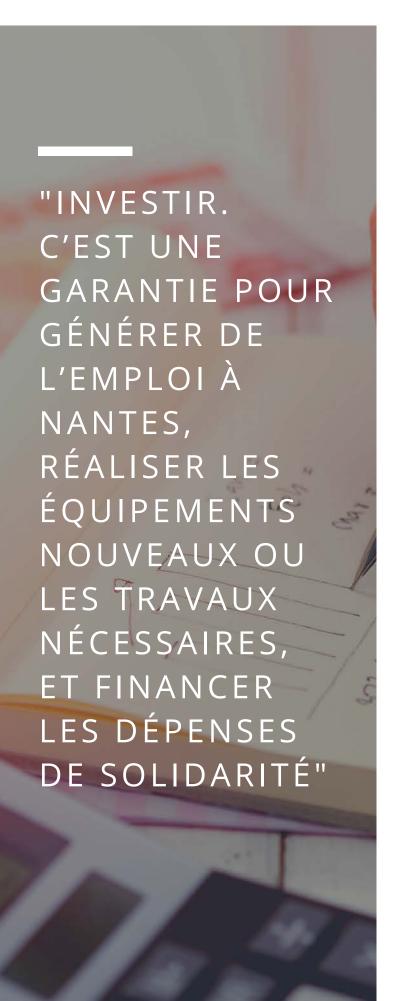


- Renforcer l'offre à destination de la petite enfance et de la jeunesse dans les politiques et événements culturels. Nous soutenons en ce sens le projet d'implantation d'une maison des petits et grands.
- Accueillir à Nantes un événement autour de l'édition jeunesse permettant la rencontre entre le public nantais et des éditeurs de plusieurs pays et plusieurs continents.
- Travailler avec la scène BD et notamment la Maison Fumetti au renforcement de l'évènementiel sur la Bande Dessinée.
- Programmer en 2020, dans le cadre de l'année de la BD des rencontres nantaises de la Bande Dessinée associant auteurs, dessinateurs, créateurs, libraires, éditeurs.
- Faire du bâtiment CAP44 une « cité des imaginaires », un lieu de promenade et d'expériences sensibles pluridisciplinaires accueillant notamment le musée Jules Verne.





"FAIRE DU BÂTIMENT CAP44 UNE « CITÉ DES IMAGINAIRES », UN LIEU DE PROMENADE ET D'EXPÉRIENCES SENSIBLES PLURIDISCIPLINAIRES ACCUEILLANT NOTAMMENT LE MUSÉE JULES VERNE"



# GAGNER DES MOYENS FINANCIERS NOUVEAUX AU SERVICE DES NANTAIS

La Ville de Nantes dispose d'une situation financière largement saine. En témoigne le désendettement continu de notre collectivité. La dette par habitant au 31/12/2018 est désormais de 582€, soit un montant largement inférieur à la moyenne des villes de + 100 000 habitants.

En parallèle, les investissements sont passés de 150 millions d'euros en 2012 (mandat précédent) à 100 millions en 2019 (mandat actuel), évolution en lien notamment avec les transferts de compétences et donc d'investissements aujourd'hui effectués par Nantes Métropole.

Face aux défis de demain, Nantes a besoin d'investir. C'est une garantie pour générer de l'emploi à Nantes, réaliser les équipements nouveaux ou les travaux nécessaires, et financer les dépenses de solidarité. Or, il ne nous semble pas judicieux d'opérer des hausses d'impôts massives. Nous voulons obtenir de l'État des moyens supplémentaires, gagner une réforme permettant une fiscalité progressive, engager une nouvelle politique de crédit pour ne pas avoir recours à une augmentation de la fiscalité qui pénaliserait le pouvoir d'achat des familles populaires nantaises.

- Pour financer les investissements, nous voulons gagner de nouvelles conditions d'emprunt, non pas sur les marchés financiers, mais auprès des banques et institutions spécialisées, pour investir dans de nouveaux services et équipements publics. Le faible taux d'endettement de notre collectivité laisse des marges d'emprunt très importantes qu'il convient d'utiliser. Il s'agit, pour cela, d'obtenir une plus grande implication des banques de façon à diminuer le coût du crédit. L'essentiel de cet argent provient du virement mensuel automatique et quasi-gratuit des salaires, pensions, retraites, allocations de toutes sortes sur les comptes courants bancaires. Cet argent, qui n'est pas celui des banquiers, ne doit pas servir à sécuriser le financement d'opérations financières et spéculatives, immobilières notamment, mais à améliorer les conditions de vie, de travail et d'emploi des Nantais.
- Nous veillerons à mobiliser des investissements responsables. Le danger des partenariats publicprivé a récemment encore été épinglé par la Cour des Comptes. Il faut en tenir compte. Notre politique d'investissement doit être cohérente avec nos valeurs et avec l'efficacité économique. Nous nous engageons à être vigilants à ce que les investissements et marchés publics soient utiles à l'économie locale, à l'emploi et à la responsabilité environnementale.
- Nous interviendrons pour une profonde réforme de la fiscalité locale au plan national pour préserver le pouvoir d'achat. Les communistes proposent un taux plafond de 20% pour les impôts locaux des particuliers. En compensation, une taxation des actifs financiers des sociétés, des banques et des assurances a un taux de 0,5 % rapporterait 25 milliards d'euros versés à un fonds de péréquation à destination des communes et dont la répartition se ferait selon des critères d'effectifs de population et de quotient fiscal. Nous voulons que la contribution des entreprises et des banques soit plus importante et les incite à diminuer les opérations et placements financiers pour, au contraire, accroître l'emploi et la croissance réelle à Nantes. Cela permettrait, simultanément, d'alléger l'impôt local pesant sur les familles aux revenus modestes et moyens.



- Réformer d'urgence la fiscalité pour financer les transports. Baisser à 5% la TVA sur les transports en urgence permettrait des gains substantiels pour financer le service public de transport et la mobilité des usagers. Seules les entreprises des territoires des agglomérations sont soumises au versement transport (VT). Pourtant, dans les zones appelées zones interstitielles, les entreprises et leurs salariés bénéficient des investissements et des services publics financés par les collectivités locales. Nous proposons d'étendre le versement transport à l'ensemble des entreprises. Les ressources interstitielles et additionnelles dégagées pourraient être réparties entre les différentes collectivités mettant en service des transports publics. Nous combattrons toutes les baisses de participation de l'Etat dans ce domaine.
- Obtenir de l'État son engagement pour les Nantaises et les Nantais. Après avoir connu une baisse continue du concours de l'État lors des précédents mandats, le pouvoir actuel a décidé de franchir une nouvelle étape dans la mise sous tutelle des collectivités avec la mise en œuvre d'une pseudo « contractualisation » qui veut contraindre les évolutions de dépenses des collectivités. Nous refusons cette recentralisation à marche forcée et défendrons dans l'assemblée municipale et ailleurs le principe de libre administration des collectivités, pilier de notre République.
- Nous combattrons les désengagements de l'État, la perte de recettes dynamiques et les transferts de compétence sans financements pérennes. Nous ne pouvons accepter d'être abandonnés par l'Etat alors que les collectivités opèrent la très grande majorité de l'investissement dans le pays et sont peu endettées en comparaison de l'État. Ces baisses de crédits comme les multiples incertitudes au sujet de la refonte de la fiscalité locale risquent de devenir un facteur d'inégalité territoriale dramatique. Nous les refusons et voulons gagner des moyens nouveaux pour nos communes.
- Contrôler les fonds publics versés aux entreprises. Les collectivités locales doivent pouvoir contrôler les aides qu'elles versent aux entreprises, c'est la raison pour laquelle nous proposons la création d'une commission de contrôle des fonds publics qui leurs sont accordés. Les entreprises qui ont reçu des aides doivent pouvoir justifier d'investissements (en faveur de la recherche, du respect de l'environnement, de créations d'emploi...). En cas de licenciement ou de mauvaises pratiques, le remboursement des aides leur sera demandé.

"NOUS PROPOSONS LA CRÉATION D'UNE COMMISSION DE CONTRÔLE DES FONDS PUBLICS. LES ENTREPRISES QUI ONT REÇU DES AIDES DOIVENT POUVOIR JUSTIFIER D'INVESTISSEMENTS UTILES. EN CAS DE LICENCIEMENT OU DE MAUVAISES PRATIQUES, LE REMBOURSEMENT DES AIDES LEUR SERA DEMANDÉ"



VOUS SOUHAITEZ NOUS FAIRE DES REMARQUES OU PARTICIPER A LA CAMPAGNE ?

RENDEZ-VOUS SUR

# PCF44.FR

PCF NANTES - 22 RUE DES HAUTS PAVES 44000 NANTES -



CE DOCUMENT EST ISSU D'UN TRAVAIL COLLECTIF DE PLUSIEURS MOIS ALLIANT CONTRIBUTIONS COLLECTIVES, INDIVIDUELLES ET AUDITIONS DES FORCES VIVES DE NOTRE VILLE. MERCI A TOUS POUR VOTRE CONTRIBUTION!